



Objet : **SYNTHESE DES DEBATS DU PETIT DEJEUNER DU CLUB LAMENNAIS**
du MARDI 28 AVRIL 2009



Axel PONIATOWSKI
Député UMP du Val-d'Oise,
Président de la Commission des Affaires étrangères
à l'Assemblée Nationale

Le député du Val-d'Oise, **Axel PONIATOWSKI**, a fait salle comble le 28 avril dernier à l'occasion du petit déjeuner du Club Lamennais, présidé et animé par **Noël CLAVELLOUX**, président du Conseil National des Ingénieurs et des Scientifiques de France (CNISF) sur le thème « **Le positionnement de la France au plan International** ».

Témoignant de sa propre expérience comme président de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale, **il a présenté les quatre inflexions sur la politique étrangère de la France depuis le début de la présidence de Nicolas SARKOZY** qui, à son sens, représentent un certain nombre de ruptures avec la politique précédente.

PORTRAIT : Éléments biographiques, fonctions et mandats actuels :

Axel PONIATOWSKI est né le 3 août 1951 à Rabat (Maroc). Il est marié et père de 3 enfants.

Diplômé de l'Institut Supérieur de Gestion, il débute sa carrière comme directeur de 1977 à 1983 dans une société de textile française, puis Vice-président d'une filiale américaine de 1983 à 1987.

Il poursuit sa carrière dans la société THOMSON CSF (devenue THALES) en tant que délégué international et responsable Moyen-Orient de 1987 à 1992, puis président-directeur général d'une filiale de 1992 à 2002.

Il a un parcours atypique. Après 25 ans dans l'industrie, il s'est lancé dans la politique : maire de l'Isle Adam depuis 1999. Cette même année, il prend le poste de président et de conseiller général du Val d'Oise. Il est élu député de la deuxième circonscription du Val-d'Oise en 2002 et réélu en 2007. Il compte aujourd'hui à son actif plus de 20 propositions de lois dont il est l'auteur.

Il est également président de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale.

UN NOUVEAU LEADERSHIP AU SEIN DE L'UNION EUROPEENNE

Axel PONIATOWSKI a rappelé les circonstances de l'élection présidentielle de 2007 en matière de politique étrangère. L'enjeu essentiel était le redémarrage de l'Union européenne complètement bloquée à la suite du « non » au référendum de 2005 (rejet de la constitution européenne). Selon lui, « *l'originalité de Nicolas SARKOZY, sur ce sujet, a été de dire pendant la campagne présidentielle que premièrement, il referait un projet de constitution européenne simplifié, et surtout qu'il soumettrait l'approbation de ce nouveau traité (celui de Lisbonne) au Parlement et non aux Français par voie de référendum. Après son élection, il est resté sur cette ligne parce qu'il voulait sortir de l'impasse dans laquelle nous étions* ».

Le député PONIATOWSKI a ensuite expliqué que la présidence française de l'Union européenne avait été une autre marque importante de ce retour de leadership de la France en Europe. Il s'est rappelé qu'en juin 2007, en tant que président de la commission des Affaires étrangères, un certain nombre de leaders européens lui exprimaient une certaine inquiétude de voir Nicolas SARKOZY devenir président de l'Union européenne : « *son dynamisme inquiétait* ».

De la même manière, au bout des six mois, ces mêmes leaders européens craignaient la fin de la présidence française avec l'arrivée de la présidence tchèque. Axel PONIATOWSKI a précisé que « **la présidence française de l'Union européenne avait été un succès reconnu par la communauté internationale** ». Au cours de la présidence française un certain nombre d'accords ont été réalisés ; citons la reformation de la politique agricole, l'accord sur l'immigration des 27 pays de l'Union européenne.

Axel PONIATOWSKI a continué en précisant que « *L'Europe a été très présente pour faire face à deux crises très importantes : la crise russo-géorgienne où l'action de Nicolas Sarkozy, en tant que président de l'Union européenne a permis de stopper l'avancée des troupes russes et d'éviter un probable carnage en Géorgie.*

Enfin lors de la crise économique et financière, dans laquelle nous sommes plongés, les décisions prises par la présidence française de l'Europe, en concertation avec les principaux leaders européens ont évité un effondrement complet du système financier international.



AFFIRMATION DE L'APPARTENANCE DE LA FRANCE AU CAMP OCCIDENTAL

Le député du Val-d'Oise a présenté le deuxième point de rupture sur la politique étrangère : « *l'affirmation de l'appartenance de la France au camp occidental, une affirmation qui est nouvelle* ». Pour lui, c'est notamment le rapprochement avec les Etats-Unis, « *déjà à la fin de la présidence BUSH et bien plus encore avec la nouvelle administration d'OBAMA. Ce qui ne veut pas dire que nous sommes dans une situation d'alignement mais dans un rapport différent, ce qui change la perception de la France vis-à-vis des Etats-Unis et réciproquement* ». « **Cela s'est matérialisé par le retour complet de la France dans l'OTAN** ». « *Cette décision a fait l'objet d'un très large débat à l'Assemblée nationale et à la commission des Affaires étrangères. Nous allons donc avoir des responsabilités de commandement dans l'OTAN et 800 de nos officiers seront intégrés*

dans les structures de l'OTAN et nous y serons influents » a-t-il souligné.

Rappelons-nous que la France, depuis 1992, a participé activement aux plans financier et militaire à toutes les opérations : Bosnie, Kosovo, Macédoine et Afghanistan, mais sans participation aux décisions de commandement.

Axel PONIATOWSKI a terminé sur ce point en indiquant : « *Pour ce qui concerne la défense européenne nous avons, avec nos partenaires, fait évoluer l'organisation par la création de plusieurs programmes importants tels que le transport aérien, le groupe aéronaval, les drones de surveillance, la coopération des forces spéciales Nous souhaitons la création d'un état-major européen mais n'avons pas encore convaincu tous nos amis européens* ».



LA POLITIQUE DU MOYEN-ORIENT

« **La France est devenue un nouvel acteur au Moyen-Orient** » a déclaré Axel PONIATOWSKI, « *La France est redevenue un acteur plus crédible vis-à-vis d'Israël et perçue par les pays Arabes comme un acteur devant participer au règlement du conflit israélo-palestinien* ». Par ailleurs, « *les initiatives prises par le Président de la République vis-à-vis de la Libye qu'il a contribué à ramener dans la communauté internationale et de la Syrie avec laquelle il a édifié de nouvelles relations nous rapprochent de nos interlocuteurs arabes. L'ouverture d'une base navale française à Abu-Dhabi marque notre volonté de présence dans les pays du Golfe* ».

Axel PONIATOWSKI a terminé en précisant que la création de l'Union de la Méditerranée suscite un très vif intérêt en Algérie, en Tunisie et au Maroc.

PRISE EN COMPTE DES DROITS DE L'HOMME

Témoignant de ses responsabilités comme rapporteur de la commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens, il a évoqué le dernier point de rupture de la politique étrangère : la prise en compte des droits de l'homme en politique étrangère. Il a tout d'abord rappelé que « *c'est grâce à l'implication du Président que les infirmières et le médecin bulgares ont été libérés ainsi qu'Ingrid Betancourt* ». « *Le Président a une approche très pragmatique sur le sujet, il est attaché à résoudre un certain nombre de situations très*

individuelles, c'est un souci permanent pour lui » a-t-il souligné.

Axel PONIATOWSKI s'est également exprimé sur les problèmes plus complexes des droits de l'Homme comme ceux par exemple de la Birmanie ou du Tibet. Pour lui, « *nos relations avec la Chine sont redevenues globalement bonnes tout en refusant de subir le dictat des Chinois* ». Sur ce thème, le député du Val-d'Oise a terminé en rappelant que la France avait été également à l'initiative de l'envoi des forces européennes au Darfour afin d'éviter la poursuite des massacres.

LES DEBATS :

Interrogé sur l'aide que peut apporter la commission des Affaires étrangères aux entreprises à l'exportation :

Axel PONIATOWSKI a cité l'exemple de l'accord passé par la France avec le Brésil qui veut développer sa capacité de défense. « *Cet accord devrait avoir des retombées intéressantes pour l'industrie française dans les domaines naval et aéroporté.* »

Le gouvernement se pose la question de la place de la recherche et de l'innovation : l'enseignement supérieur ou l'industrie ?

« *Je n'ai pas de réponse précise sur ce sujet mais j'ai cru comprendre que le gouvernement propose de maintenir la recherche dans l'enseignement supérieur et de développer des partenariats entre les universités elles-mêmes et les pôles de recherche au sein des grandes sociétés.* »

Interrogé sur le rôle des ambassades pour l'aide aux industriels exportateurs :

Il a répondu : « *Un des rôles des ambassades est d'aider les entreprises françaises. Dans cet objectif, chaque semaine la commission qu'il préside reçoit un ambassadeur et ce sujet est évoqué.* »

Interrogé sur les relations avec la Russie et la Chine :

Il a répondu que la Russie voit le retour de la France dans l'OTAN comme un élément très positif et a fait remarquer que Russie et Chine ont des stratégies industrielles différentes de celles des pays occidentaux car les entreprises sont contrôlées par l'Etat.

Quelle position avez-vous sur l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne ?

Axel PONIATOWSKI pense qu'il n'y a aucune convergence vers une seule réponse tant en France (l'UMP y est opposé, certains membres du PS y sont favorables) que dans le monde (les Etats-Unis et de plus en plus de pays de l'est de l'Europe y sont favorables, certains pays européens, non), « *Si on intègre la Turquie, on devra laisser la porte ouverte à d'autres pays. Ce problème devra être résolu dans les 10 à 15 ans à venir.* »

Que pensez-vous de la situation au Pakistan ?

« *La situation m'inquiète et Pierre LELLOUCHE a été missionné pour analyser la situation politique dans ce pays.* »

Vis-à-vis du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine (BRIC) recommandez vous une approche globale ou au cas par cas ?

« *Pour moi l'approche de ces pays est l'affaire des grands groupes français comme l'ont fait déjà certains en Chine. Les pouvoirs publics n'interviennent pas pour l'instant.* »

Que pensez-vous des futures élections européennes ?

« *Ce qui est dommage, c'est que les dernières élections n'ont pas intéressé les Français et ce sera encore le cas cette année.* »